



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Crimes et délits constatés par la
Police et Gendarmerie nationales
dans le département
CÔTES-D'ARMOR
entre 2008 et 2013



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau AB.22.PN.a. Les faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Atteintes aux biens	4 479	5 021	4 419	3 817	3 796	3 472
	Vols sans violence	2 765	2 762	2 677	2 488	2 456	2 340
	Vols liés aux véhicules à moteurs	1 008	850	932	735	680	620
35	Vols d'automobiles	192	121	163	125	82	74
37	Vols à la roulotte	352	329	390	290	301	300
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	237	191	158	165	185	140
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	227	209	221	155	112	106
34	Vols de véhicules de transport avec fret	0	0	0	0	0	0
	Cambriolages	368	429	430	357	401	391
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	157	168	184	159	200	202
28	Cambriolages de résidences secondaires	6	10	8	7	6	9
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	99	132	97	104	110	101
30	Cambriolages d'autres lieux	106	119	141	87	85	79
	Vols simples contre particulier (hors vols liés aux véhicules à moteur)	960	953	868	948	953	905
32	Vols à la tire	68	56	74	77	61	91
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	293	324	278	282	241	234
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	599	573	516	589	651	580
	Autres vols sans violence	429	530	447	448	422	424
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	12	30	32	50	43	27
33	Vols à l'étalage	192	317	226	223	236	247
39	Vols simples sur chantier	49	29	23	30	11	22
40	Vols simples sur exploitations agricoles	1	1	1	0	0	0
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	175	153	165	145	132	128
	Vols avec violences	128	156	125	117	118	138
	Vols à main armée	2	9	3	4	7	4
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	0	0	0	0	0	0
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	2	5	2	1	4	4
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	0	0	0	0	0	0
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	0	2	0	0	0	0
19	Autres vols à main armée	0	2	1	3	3	0
	Vols avec armes blanches	11	5	7	6	6	6
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	2	0	1	3	2	0
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	2	1	0	1	0	0
22	Autres vols avec armes blanches	7	4	6	2	4	6
	Vols violents sans arme	115	142	115	107	105	128
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	2	4	6	7	5	4
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	4	9	3	1	4	1
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	41	45	38	48	32	48
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	68	84	68	51	64	75
	Destructions, dégradations	1 586	2 103	1 617	1 212	1 222	994
62	Incendies volontaires de biens publics	16	8	11	21	15	12
63	Incendies volontaires de biens privés	55	54	33	43	39	22
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	0	0	0	0	0	0
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	1	0	1	1	0	0
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	160	244	147	100	115	110
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	547	688	534	410	396	338
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	807	1 109	891	637	657	512

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013



OBSERVATOIRE NATIONAL
DE LA DÉLINQUANCE
ET DES RÉPONSES PÉNALES

Tableau AB.22.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Atteintes aux biens	-	+ 12,1	- 12,0	- 13,6	- 0,6	- 8,5
	Vols sans violence	-	- 0,1	- 3,1	- 7,1	- 1,3	- 4,7
	Vols liés aux véhicules à moteurs	-	- 15,7	+ 9,6	- 21,1	- 7,5	- 8,8
35	Vols d'automobiles	-	- 37,0	+ 34,7	- 23,3	- 34,4	- 9,8
37	Vols à la roulotte	-	- 6,5	+ 18,5	- 25,6	+ 3,8	- 0,3
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	-	- 19,4	- 17,3	+ 4,4	+ 12,1	- 24,3
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	-	- 7,9	+ 5,7	- 29,9	- 27,7	- 5,4
34	Vols de véhicules de transport avec fret	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Cambriolages	-	+ 16,6	+ 0,2	- 17,0	+ 12,3	- 2,5
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	-	+ 7,0	+ 9,5	- 13,6	+ 25,8	+ 1,0
28	Cambriolages de résidences secondaires	-	ns	ns	ns	ns	ns
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	-	+ 33,3	- 26,5	+ 7,2	+ 5,8	- 8,2
30	Cambriolages d'autres lieux	-	+ 12,3	+ 18,5	- 38,3	- 2,3	- 7,1
	Vols simples contre particulier (hors vols liés aux véhicules à moteur)	-	- 0,7	- 8,9	+ 9,2	+ 0,5	- 5,0
32	Vols à la tire	-	- 17,6	+ 32,1	+ 4,1	- 20,8	+ 49,2
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	-	+ 10,6	- 14,2	+ 1,4	- 14,5	- 2,9
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	-	- 4,3	- 9,9	+ 14,1	+ 10,5	- 10,9
	Autres vols sans violence	-	+ 23,5	- 15,7	+ 0,2	- 5,8	+ 0,5
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	-	+ 150,0	+ 6,7	+ 56,3	- 14,0	- 37,2
33	Vols à l'étalage	-	+ 65,1	- 28,7	- 1,3	+ 5,8	+ 4,7
39	Vols simples sur chantier	-	- 40,8	- 20,7	+ 30,4	ns	+ 100,0
40	Vols simples sur exploitations agricoles	-	ns	ns	ns	ns	ns
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	-	- 12,6	+ 7,8	- 12,1	- 9,0	- 3,0
	Vols avec violences	-	+ 21,9	- 19,9	- 6,4	+ 0,9	+ 16,9
	Vols à main armée	-	ns	ns	ns	ns	ns
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	-	ns	ns	ns	ns	ns
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	-	ns	ns	ns	ns	ns
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	-	ns	ns	ns	ns	ns
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
19	Autres vols à main armée	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Vols avec armes blanches	-	ns	ns	ns	ns	ns
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	-	ns	ns	ns	ns	ns
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
22	Autres vols avec armes blanches	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Vols violents sans arme	-	+ 23,5	- 19,0	- 7,0	- 1,9	+ 21,9
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	-	ns	ns	ns	ns	ns
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	-	+ 9,8	- 15,6	+ 26,3	- 33,3	+ 50,0
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	-	+ 23,5	- 19,0	- 25,0	+ 25,5	+ 17,2
	Destructions, dégradations	-	+ 32,6	- 23,1	- 25,0	+ 0,8	- 18,7
62	Incendies volontaires de biens publics	-	ns	ns	+ 90,9	ns	ns
63	Incendies volontaires de biens privés	-	- 1,8	- 38,9	+ 30,3	- 9,3	- 43,6
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	-	ns	ns	ns	ns	ns
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	-	ns	ns	ns	ns	ns
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	-	+ 52,5	- 39,8	- 32,0	+ 15,0	- 4,3
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	-	+ 25,8	- 22,4	- 23,2	- 3,4	- 14,6
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	-	+ 37,4	- 19,7	- 28,5	+ 3,1	- 22,1

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013



OBSERVATOIRE NATIONAL
DE LA DÉLINQUANCE
ET DES RÉPONSES PÉNALES

Tableau AB.22.GN.a. Les faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
	Atteintes aux biens	7 594	7 743	7 984	8 257	8 009	7 963
	Vols sans violence	6 431	6 435	6 947	7 284	6 940	6 906
	Vols liés aux véhicules à moteurs	1 902	1 728	1 865	1 793	1 743	1 681
35	Vols d'automobiles	373	256	299	342	269	264
37	Vols à la roulotte	891	873	944	808	775	761
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	325	326	346	382	468	434
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	313	271	274	261	229	222
34	Vols de véhicules de transport avec fret	0	2	2	0	2	0
	Cambriolages	975	1 111	1 313	1 400	1 501	1 595
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	249	283	410	482	559	675
28	Cambriolages de résidences secondaires	170	181	215	176	205	220
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	350	389	430	467	414	405
30	Cambriolages d'autres lieux	206	258	258	275	323	295
	Vols simples contre particulier (hors vols liés aux véhicules à moteur)	2 688	2 754	2 839	3 042	2 659	2 592
32	Vols à la tire	109	147	137	125	217	152
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	1 369	1 381	1 461	1 603	1 189	1 132
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	1 210	1 226	1 241	1 314	1 253	1 308
	Autres vols sans violence	866	842	930	1 049	1 037	1 038
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	32	30	25	25	32	34
33	Vols à l'étalage	242	218	228	268	336	316
39	Vols simples sur chantier	141	106	123	139	104	116
40	Vols simples sur exploitations agricoles	47	49	86	92	125	130
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	404	439	468	525	440	442
	Vols avec violences	59	57	66	74	76	112
	Vols à main armée	4	8	6	9	9	6
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	0	0	0	0	1	0
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	1	3	2	4	6	4
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	0	0	0	0	0	0
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	0	3	3	2	1	2
19	Autres vols à main armée	3	2	1	3	1	0
	Vols avec armes blanches	3	10	12	6	5	3
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	1	4	2	2	1	1
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	0	1	1	1	1	0
22	Autres vols avec armes blanches	2	5	9	3	3	2
	Vols violents sans arme	52	39	48	59	62	103
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	5	1	7	3	1	3
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	5	7	4	6	4	3
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	12	7	11	16	26	34
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	30	24	26	34	31	63
	Destructions, dégradations	1 104	1 251	971	899	993	945
62	Incendies volontaires de biens publics	9	11	13	7	7	11
63	Incendies volontaires de biens privés	28	46	30	40	37	27
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	0	0	0	0	0	0
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	0	0	1	0	0	0
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	241	296	253	222	155	205
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	466	499	393	384	346	322
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	360	399	281	246	448	380

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013



OBSERVATOIRE NATIONAL
DE LA DÉLINQUANCE
ET DES RÉPONSES PÉNALES

Tableau AB.22.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
	Atteintes aux biens	-	+ 2,0	+ 3,1	+ 3,4	- 3,0	- 0,6
	Vols sans violence	-	+ 0,1	+ 8,0	+ 4,9	- 4,7	- 0,5
	Vols liés aux véhicules à moteurs	-	- 9,1	+ 7,9	- 3,9	- 2,8	- 3,6
35	Vols d'automobiles	-	- 31,4	+ 16,8	+ 14,4	- 21,3	- 1,9
37	Vols à la roulotte	-	- 2,0	+ 8,1	- 14,4	- 4,1	- 1,8
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	-	+ 0,3	+ 6,1	+ 10,4	+ 22,5	- 7,3
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	-	- 13,4	+ 1,1	- 4,7	- 12,3	- 3,1
34	Vols de véhicules de transport avec fret	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Cambriolages	-	+ 13,9	+ 18,2	+ 6,6	+ 7,2	+ 6,3
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	-	+ 13,7	+ 44,9	+ 17,6	+ 16,0	+ 20,8
28	Cambriolages de résidences secondaires	-	+ 6,5	+ 18,8	- 18,1	+ 16,5	+ 7,3
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	-	+ 11,1	+ 10,5	+ 8,6	- 11,3	- 2,2
30	Cambriolages d'autres lieux	-	+ 25,2	- 0,0	+ 6,6	+ 17,5	- 8,7
	Vols simples contre particulier (hors vols liés aux véhicules à moteur)	-	+ 2,5	+ 3,1	+ 7,2	- 12,6	- 2,5
32	Vols à la tire	-	+ 34,9	- 6,8	- 8,8	+ 73,6	- 30,0
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	-	+ 0,9	+ 5,8	+ 9,7	- 25,8	- 4,8
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	-	+ 1,3	+ 1,2	+ 5,9	- 4,6	+ 4,4
	Autres vols sans violence	-	- 2,8	+ 10,5	+ 12,8	- 1,1	+ 0,1
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	-	- 6,3	- 16,7	- 0,0	+ 28,0	+ 6,3
33	Vols à l'étalage	-	- 9,9	+ 4,6	+ 17,5	+ 25,4	- 6,0
39	Vols simples sur chantier	-	- 24,8	+ 16,0	+ 13,0	- 25,2	+ 11,5
40	Vols simples sur exploitations agricoles	-	+ 4,3	+ 75,5	+ 7,0	+ 35,9	+ 4,0
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	-	+ 8,7	+ 6,6	+ 12,2	- 16,2	+ 0,5
	Vols avec violences	-	- 3,4	+ 15,8	+ 12,1	+ 2,7	+ 47,4
	Vols à main armée	-	ns	ns	ns	ns	ns
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	-	ns	ns	ns	ns	ns
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	-	ns	ns	ns	ns	ns
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	-	ns	ns	ns	ns	ns
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
19	Autres vols à main armée	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Vols avec armes blanches	-	ns	ns	ns	ns	ns
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	-	ns	ns	ns	ns	ns
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
22	Autres vols avec armes blanches	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Vols violents sans arme	-	- 25,0	+ 23,1	+ 22,9	+ 5,1	+ 66,1
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	-	ns	ns	ns	ns	ns
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	-	ns	ns	ns	+ 62,5	+ 30,8
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	-	- 20,0	+ 8,3	+ 30,8	- 8,8	+ 103,2
	Destructions, dégradations	-	+ 13,3	- 22,4	- 7,4	+ 10,5	- 4,8
62	Incendies volontaires de biens publics	-	ns	ns	ns	ns	ns
63	Incendies volontaires de biens privés	-	+ 64,3	- 34,8	+ 33,3	- 7,5	- 27,0
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	-	ns	ns	ns	ns	ns
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	-	ns	ns	ns	ns	ns
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	-	+ 22,8	- 14,5	- 12,3	- 30,2	+ 32,3
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	-	+ 7,1	- 21,2	- 2,3	- 9,9	- 6,9
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	-	+ 10,8	- 29,6	- 12,5	+ 82,1	- 15,2

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau AV.22.PN.a. Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	743	877	825	750	794	781
	Violences physiques crapuleuses	128	156	126	117	118	138
	Vols avec violences	128	156	125	117	118	138
	Vols à main armée	2	9	3	4	7	4
	Vols avec armes blanches	11	5	7	6	6	6
	Vols violents sans arme	115	142	115	107	105	128
	Autres violences physiques crapuleuses	0	0	1	0	0	0
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	0	0	0	0	0	0
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	0	0	1	0	0	0
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	0	0	0	0	0	0
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	0	0	0	0	0	0
	Violences physiques non crapuleuses	445	550	543	474	511	464
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels (<i>Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus</i>)	353	464	441	354	375	334
3	Homicides pour d'autres motifs	1	0	1	1	3	0
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	1	0	0	0	2	1
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	0	0	0	0	0	0
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	0	0	0	0	1	1
9	Prises d'otages dans un autre but	0	1	0	0	0	0
10	Séquestrations	3	2	5	6	2	3
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	41	33	42	53	47	42
73	Violences à dépositaires autorité	46	50	54	60	81	83
	Violences sexuelles	43	29	39	58	36	47
46	Viols sur des majeur(e)s	15	9	12	11	8	7
47	Viols sur des mineur(e)s	6	6	10	6	7	7
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	6	3	2	7	5	11
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	16	11	15	34	16	22
	Menaces et chantages	127	142	117	101	129	132
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	12	16	9	12	5	10
12	Menaces ou chantages dans un autre but	115	126	108	89	124	122

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau AV.22.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	-	+ 18,0	- 5,9	- 9,1	+ 5,9	- 1,6
	Violences physiques crapuleuses	-	+ 21,9	- 19,2	- 7,1	+ 0,9	+ 16,9
	Vols avec violences	-	+ 21,9	- 19,9	- 6,4	+ 0,9	+ 16,9
	Vols à main armée	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Vols avec armes blanches	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Vols violents sans arme	-	+ 23,5	- 19,0	- 7,0	- 1,9	+ 21,9
	Autres violences physiques crapuleuses	-	ns	ns	ns	ns	ns
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	-	ns	ns	ns	ns	ns
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Violences physiques non crapuleuses	-	+ 23,6	- 1,3	- 12,7	+ 7,8	- 9,2
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels (<i>Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus</i>)	-	+ 31,4	- 5,0	- 19,7	+ 5,9	- 10,9
3	Homicides pour d'autres motifs	-	ns	ns	ns	ns	ns
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	-	ns	ns	ns	ns	ns
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	-	ns	ns	ns	ns	ns
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	-	ns	ns	ns	ns	ns
9	Prises d'otages dans un autre but	-	ns	ns	ns	ns	ns
10	Séquestrations	-	ns	ns	ns	ns	ns
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	-	- 19,5	+ 27,3	+ 26,2	- 11,3	- 10,6
73	Violences à dépositaires autorité	-	+ 8,7	+ 8,0	+ 11,1	+ 35,0	+ 2,5
	Violences sexuelles	-	- 32,6	+ 34,5	+ 48,7	- 37,9	+ 30,6
46	Viols sur des majeur(e)s	-	ns	ns	ns	ns	ns
47	Viols sur des mineur(e)s	-	ns	ns	ns	ns	ns
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	-	ns	ns	ns	ns	ns
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	-	ns	ns	+ 126,7	ns	+ 37,5
	Menaces et chantages	-	+ 11,8	- 17,6	- 13,7	+ 27,7	+ 2,3
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	-	ns	ns	ns	ns	ns
12	Menaces ou chantages dans un autre but	-	+ 9,6	- 14,3	- 17,6	+ 39,3	- 1,6

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau AV.22.GN.a. Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	1 256	1 212	1 266	1 210	1 548	1 658
	Violences physiques crapuleuses	62	59	66	74	76	113
	Vols avec violences	59	57	66	74	76	112
	Vols à main armée	4	8	6	9	9	6
	Vols avec armes blanches	3	10	12	6	5	3
	Vols violents sans arme	52	39	48	59	62	103
	Autres violences physiques crapuleuses	3	2	0	0	0	1
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	0	0	0	0	0	0
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	0	0	0	0	0	0
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	3	0	0	0	0	1
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	0	2	0	0	0	0
	Violences physiques non crapuleuses	893	850	876	827	1 052	1 006
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels (Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus)	781	755	784	730	860	825
3	Homicides pour d'autres motifs	5	1	4	5	3	5
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	0	2	1	2	5	11
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	1	1	0	0	0	1
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	2	1	0	0	0	1
9	Prises d'otages dans un autre but	0	0	0	0	1	0
10	Séquestrations	4	3	6	5	6	5
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	40	32	34	48	97	85
73	Violences à dépositaires autorité	60	55	47	37	80	73
	Violences sexuelles	98	83	111	100	132	169
46	Viols sur des majeur(e)s	18	18	17	23	17	25
47	Viols sur des mineur(e)s	22	22	35	33	20	38
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	17	16	18	16	41	30
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	41	27	41	28	54	76
	Menaces et chantages	203	220	213	209	288	370
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	36	29	35	38	27	23
12	Menaces ou chantages dans un autre but	167	191	178	171	261	347

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau AV.22.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	-	- 3,5	+ 4,5	- 4,4	+ 27,9	+ 7,1
	Violences physiques crapuleuses	-	- 4,8	+ 11,9	+ 12,1	+ 2,7	+ 48,7
	Vols avec violences	-	- 3,4	+ 15,8	+ 12,1	+ 2,7	+ 47,4
	Vols à main armée	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Vols avec armes blanches	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Vols violents sans arme	-	- 25,0	+ 23,1	+ 22,9	+ 5,1	+ 66,1
	Autres violences physiques crapuleuses	-	ns	ns	ns	ns	ns
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	-	ns	ns	ns	ns	ns
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Violences physiques non crapuleuses	-	- 4,8	+ 3,1	- 5,6	+ 27,2	- 4,4
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels (Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus)	-	- 3,3	+ 3,8	- 6,9	+ 17,8	- 4,1
3	Homicides pour d'autres motifs	-	ns	ns	ns	ns	ns
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	-	ns	ns	ns	ns	ns
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	-	ns	ns	ns	ns	ns
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	-	ns	ns	ns	ns	ns
9	Prises d'otages dans un autre but	-	ns	ns	ns	ns	ns
10	Séquestrations	-	ns	ns	ns	ns	ns
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	-	- 20,0	+ 6,3	+ 41,2	+ 102,1	- 12,4
73	Violences à dépositaires autorité	-	- 8,3	- 14,5	- 21,3	+ 116,2	- 8,8
	Violences sexuelles	-	- 15,3	+ 33,7	- 9,9	+ 32,0	+ 28,0
46	Viols sur des majeur(e)s	-	ns	ns	+ 35,3	ns	+ 47,1
47	Viols sur des mineur(e)s	-	- 0,0	+ 59,1	- 5,7	ns	+ 90,0
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	-	ns	ns	ns	+ 156,3	- 26,8
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	-	- 34,1	+ 51,9	- 31,7	+ 92,9	+ 40,7
	Menaces et chantages	-	+ 8,4	- 3,2	- 1,9	+ 37,8	+ 28,5
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	-	- 19,4	+ 20,7	+ 8,6	- 28,9	- 14,8
12	Menaces ou chantages dans un autre but	-	+ 14,4	- 6,8	- 3,9	+ 52,6	+ 33,0

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau ES.22.PN.a. Les faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Escroqueries et infractions économiques et financières	686	725	625	478	422	538
	Escroqueries et infractions assimilées	679	712	618	468	408	529
91	Escroqueries et abus de confiance**	309	339	325	222	204	270
89	Falsification et usages de chèques volés	243	262	192	153	131	178
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	82	40	69	61	60	55
92	Infractions à la législation sur les chèques	14	57	16	10	2	11
84	Faux en écriture publique et authentique	4	1	0	1	2	1
85	Autres faux en écriture	26	9	13	9	8	14
86	Fausse monnaie	1	4	3	12	1	0
	Infractions économiques et financières	7	13	7	10	14	9
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	1	0	2	1	1	1
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	0	0	0	0	0	0
93	Travail clandestin	5	11	5	7	7	5
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	0	1	0	0	0	1
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	0	0	0	0	0	0
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	0	1	0	0	1	0
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	1	0	0	0	0	0
102	Achats et ventes sans factures	0	0	0	1	0	1
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	0	0	0	0	4	0
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	0	0	0	0	0	0
105	Fraudes fiscales	0	0	0	0	1	0
106	Autres délits économiques et financiers***	0	0	0	1	0	1

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

** Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escroqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles (voir Bulletin annuel 2013)

*** Les variations des faits constatés enregistrés sous l'index 106 sont, depuis mai 2011, impactés par la création du délit de vente à la sauvette.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau ES.22.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Escroqueries et infractions économiques et financières	-	+ 5,7	- 13,8	- 23,5	- 11,7	+ 27,5
	Escroqueries et infractions assimilées	-	+ 4,9	- 13,2	- 24,3	- 12,8	+ 29,7
91	Escroqueries et abus de confiance**	-	+ 9,7	- 4,1	- 31,7	- 8,1	+ 32,4
89	Falsification et usages de chèques volés	-	+ 7,8	- 26,7	- 20,3	- 14,4	+ 35,9
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	-	- 51,2	+ 72,5	- 11,6	- 1,6	- 8,3
92	Infractions à la législation sur les chèques	-	+ 307,1	ns	ns	ns	ns
84	Faux en écriture publique et authentique	-	ns	ns	ns	ns	ns
85	Autres faux en écriture	-	ns	ns	ns	ns	ns
86	Fausse monnaie	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Infractions économiques et financières	-	ns	ns	ns	ns	ns
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	-	ns	ns	ns	ns	ns
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	-	ns	ns	ns	ns	ns
93	Travail clandestin	-	ns	ns	ns	ns	ns
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	-	ns	ns	ns	ns	ns
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	-	ns	ns	ns	ns	ns
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	-	ns	ns	ns	ns	ns
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	-	ns	ns	ns	ns	ns
102	Achats et ventes sans factures	-	ns	ns	ns	ns	ns
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	-	ns	ns	ns	ns	ns
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	-	ns	ns	ns	ns	ns
105	Fraudes fiscales	-	ns	ns	ns	ns	ns
106	Autres délits économiques et financiers***	-	ns	ns	ns	ns	ns

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

** Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escroqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles (voir Bulletin annuel 2013)

*** Les variations des faits constatés enregistrés sous l'index 106 sont, depuis mai 2011, impactés par la création du délit de vente à la sauvette.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau ES.22.GN.a. Les faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
	Escroqueries et infractions économiques et financières	1 761	1 726	1 542	1 593	1 614	1 686
	Escroqueries et infractions assimilées	1 680	1 655	1 457	1 519	1 533	1 594
91	Escroqueries et abus de confiance**	986	1 078	1 010	1 014	909	987
89	Falsification et usages de chèques volés	438	324	264	295	328	349
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	100	126	59	81	82	133
92	Infractions à la législation sur les chèques	111	77	67	78	164	66
84	Faux en écriture publique et authentique	11	6	13	11	14	7
85	Autres faux en écriture	28	41	39	35	32	48
86	Fausse monnaie	6	3	5	5	4	4
	Infractions économiques et financières	81	71	85	74	81	92
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	6	6	5	2	0	1
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	1	0	0	1	1	0
93	Travail clandestin	34	25	35	28	36	41
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	0	1	0	0	1	3
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	0	0	0	0	1	2
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	3	3	5	2	6	2
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	3	1	2	2	9	9
102	Achats et ventes sans factures	4	4	7	5	2	4
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	4	4	6	10	11	13
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	3	6	6	8	12	11
105	Fraudes fiscales	3	2	1	3	0	1
106	Autres délits économiques et financiers***	20	19	18	13	2	5

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

** Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escroqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles (voir Bulletin annuel 2013)

*** Les variations des faits constatés enregistrés sous l'index 106 sont, depuis mai 2011, impactés par la création du délit de vente à la sauvette.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau ES.22.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
	Escroqueries et infractions économiques et financières	-	- 2,0	- 10,7	+ 3,3	+ 1,3	+ 4,5
	Escroqueries et infractions assimilées	-	- 1,5	- 12,0	+ 4,3	+ 0,9	+ 4,0
91	Escroqueries et abus de confiance**	-	+ 9,3	- 6,3	+ 0,4	- 10,4	+ 8,6
89	Falsification et usages de chèques volés	-	- 26,0	- 18,5	+ 11,7	+ 11,2	+ 6,4
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	-	+ 26,0	- 53,2	+ 37,3	+ 1,2	+ 62,2
92	Infractions à la législation sur les chèques	-	- 30,6	- 13,0	+ 16,4	+ 110,3	- 59,8
84	Faux en écriture publique et authentique	-	ns	ns	ns	ns	ns
85	Autres faux en écriture	-	+ 46,4	- 4,9	- 10,3	- 8,6	+ 50,0
86	Fausse monnaie	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Infractions économiques et financières	-	- 12,3	+ 19,7	- 12,9	+ 9,5	+ 13,6
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	-	ns	ns	ns	ns	ns
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	-	ns	ns	ns	ns	ns
93	Travail clandestin	-	- 26,5	+ 40,0	- 20,0	+ 28,6	+ 13,9
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	-	ns	ns	ns	ns	ns
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	-	ns	ns	ns	ns	ns
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	-	ns	ns	ns	ns	ns
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	-	ns	ns	ns	ns	ns
102	Achats et ventes sans factures	-	ns	ns	ns	ns	ns
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	-	ns	ns	ns	ns	ns
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	-	ns	ns	ns	ns	ns
105	Fraudes fiscales	-	ns	ns	ns	ns	ns
106	Autres délits économiques et financiers***	-	ns	ns	ns	ns	ns

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

** Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escroqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles (voir Bulletin annuel 2013)

*** Les variations des faits constatés enregistrés sous l'index 106 sont, depuis mai 2011, impactés par la création du délit de vente à la sauvette.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau IR.22.PN.a. Les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Infractions révélées par l'action des services	448	464	432	483	598	563
	Infractions à la législation sur les stupéfiants	271	300	253	332	422	375
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	3	16	7	5	4	4
56	Usage-revente de stupéfiants	45	47	66	46	74	56
57	Usage de stupéfiants	218	235	179	279	339	313
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	5	2	1	2	5	2
	Infractions à la législation sur les étrangers**	50	29	34	18	20	14
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**	31	20	27	15	19	8
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	2	2	3	1	0	1
71	Autres infractions à la police des étrangers**	17	7	4	2	1	5
	Faux documents	14	11	4	5	28	31
81	Faux documents d'identité	4	7	2	4	4	10
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	3	1	0	0	3	1
83	Autres faux documents administratifs	7	3	2	1	21	20
	Infractions à la législation sur de travail	5	12	5	7	7	6
93	Travail clandestin	5	11	5	7	7	5
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	0	1	0	0	0	1
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	0	0	0	0	0	0
	Autres infractions révélées par l'action des services	108	112	136	121	121	137
44	Recels	42	57	64	36	36	50
74	Port ou détention armes prohibées	55	46	62	75	76	75
59	Délits de débits de boissons et inf. à la réglementation sur l'alcool et le tabac	1	1	2	2	3	2
76	Délits des courses et des jeux	0	0	0	0	0	0
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	7	4	0	3	4	6
79	Atteintes à l'environnement	1	3	6	0	1	1
80	Chasse et pêche	2	1	2	5	1	3
45	Proxénétisme	0	0	0	0	0	0

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

** La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un Etat tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau IR.22.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Infractions révélées par l'action des services	-	+ 3,6	- 6,9	+ 11,8	+ 23,8	- 5,9
	Infractions à la législation sur les stupéfiants	-	+ 10,7	- 15,7	+ 31,2	+ 27,1	- 11,1
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	-	ns	ns	ns	ns	ns
56	Usage-revente de stupéfiants	-	+ 4,4	+ 40,4	- 30,3	+ 60,9	- 24,3
57	Usage de stupéfiants	-	+ 7,8	- 23,8	+ 55,9	+ 21,5	- 7,7
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Infractions à la législation sur les étrangers**	-	- 42,0	+ 17,2	ns	ns	ns
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**	-	ns	+ 35,0	ns	ns	ns
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	-	ns	ns	ns	ns	ns
71	Autres infractions à la police des étrangers**	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Faux documents	-	ns	ns	ns	+ 460,0	+ 10,7
81	Faux documents d'identité	-	ns	ns	ns	ns	ns
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	-	ns	ns	ns	ns	ns
83	Autres faux documents administratifs	-	ns	ns	ns	+ 2 000,0	ns
	Infractions à la législation sur de travail	-	ns	ns	ns	ns	ns
93	Travail clandestin	-	ns	ns	ns	ns	ns
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	-	ns	ns	ns	ns	ns
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Autres infractions révélées par l'action des services	-	+ 3,7	+ 21,4	- 11,0	- 0,0	+ 13,2
44	Recels	-	+ 35,7	+ 12,3	- 43,8	- 0,0	+ 38,9
74	Port ou détention armes prohibées	-	- 16,4	+ 34,8	+ 21,0	+ 1,3	- 1,3
59	Délits de débits de boissons et inf. à la réglementation sur l'alcool et le tabac	-	ns	ns	ns	ns	ns
76	Délits des courses et des jeux	-	ns	ns	ns	ns	ns
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	-	ns	ns	ns	ns	ns
79	Atteintes à l'environnement	-	ns	ns	ns	ns	ns
80	Chasse et pêche	-	ns	ns	ns	ns	ns
45	Proxénétisme	-	ns	ns	ns	ns	ns

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

** La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un Etat tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau IR.22.GN.a. Les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
	Infractions révélées par l'action des services	1 057	913	873	886	913	1 026
	Infractions à la législation sur les stupéfiants	768	572	585	580	592	744
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	22	20	19	12	11	17
56	Usage-revente de stupéfiants	134	106	118	124	72	131
57	Usage de stupéfiants	412	329	369	369	369	531
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	200	117	79	75	140	65
	Infractions à la législation sur les étrangers**	20	26	11	9	12	11
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**	18	24	10	8	11	9
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	1	0	1	0	1	1
71	Autres infractions à la police des étrangers**	1	2	0	1	0	1
	Faux documents	30	37	25	23	33	33
81	Faux documents d'identité	10	10	10	6	4	8
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	4	10	6	7	10	8
83	Autres faux documents administratifs	16	17	9	10	19	17
	Infractions à la législation sur de travail	34	26	35	28	38	46
93	Travail clandestin	34	25	35	28	36	41
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	0	1	0	0	1	3
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	0	0	0	0	1	2
	Autres infractions révélées par l'action des services	205	252	217	246	238	192
44	Recels	118	128	92	115	122	79
74	Port ou détention armes prohibées	25	41	50	37	37	54
59	Délits de débits de boissons et inf. à la réglementation sur l'alcool et le tabac	3	3	4	1	5	1
76	Délits des courses et des jeux	0	0	0	0	0	0
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	1	0	0	2	2	3
79	Atteintes à l'environnement	44	64	55	76	37	28
80	Chasse et pêche	14	16	16	15	35	27
45	Proxénétisme	0	0	0	0	0	0

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

** La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un Etat tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013



OBSERVATOIRE NATIONAL
DE LA DÉLINQUANCE
ET DES RÉPONSES PÉNALES

Tableau IR.22.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
	Infractions révélées par l'action des services	-	- 13,6	- 4,4	+ 1,5	+ 3,0	+ 12,4
	Infractions à la législation sur les stupéfiants	-	- 25,5	+ 2,3	- 0,9	+ 2,1	+ 25,7
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	-	ns	ns	ns	ns	ns
56	Usage-revente de stupéfiants	-	- 20,9	+ 11,3	+ 5,1	- 41,9	+ 81,9
57	Usage de stupéfiants	-	- 20,1	+ 12,2	- 0,0	- 0,0	+ 43,9
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	-	- 41,5	- 32,5	- 5,1	+ 86,7	- 53,6
	Infractions à la législation sur les étrangers**	-	+ 30,0	ns	ns	ns	ns
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**	-	+ 33,3	ns	ns	ns	ns
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	-	ns	ns	ns	ns	ns
71	Autres infractions à la police des étrangers**	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Faux documents	-	+ 23,3	- 32,4	- 8,0	+ 43,5	- 0,0
81	Faux documents d'identité	-	ns	ns	ns	ns	ns
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	-	ns	ns	ns	ns	ns
83	Autres faux documents administratifs	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Infractions à la législation sur de travail	-	- 23,5	+ 34,6	- 20,0	+ 35,7	+ 21,1
93	Travail clandestin	-	- 26,5	+ 40,0	- 20,0	+ 28,6	+ 13,9
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	-	ns	ns	ns	ns	ns
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Autres infractions révélées par l'action des services	-	+ 22,9	- 13,9	+ 13,4	- 3,3	- 19,3
44	Recels	-	+ 8,5	- 28,1	+ 25,0	+ 6,1	- 35,2
74	Port ou détention armes prohibées	-	+ 64,0	+ 22,0	- 26,0	- 0,0	+ 45,9
59	Délits de débits de boissons et inf. à la réglementation sur l'alcool et le tabac	-	ns	ns	ns	ns	ns
76	Délits des courses et des jeux	-	ns	ns	ns	ns	ns
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	-	ns	ns	ns	ns	ns
79	Atteintes à l'environnement	-	+ 45,5	- 14,1	+ 38,2	- 51,3	- 24,3
80	Chasse et pêche	-	ns	ns	ns	+ 133,3	- 22,9
45	Proxénétisme	-	ns	ns	ns	ns	ns

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

** La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un Etat tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



Crimes et délits constatés
 par la **Police et la Gendarmerie nationales**
 dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
 entre 2008 et 2013

Tableau AU.22.PN.a. Les faits constatés d'infractions hors indicateurs enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
50	Atteintes sexuelles	29	34	15	12	19	20
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	38	56	36	34	40	39
14	Violations de domicile	15	23	18	22	23	8
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	43	40	58	41	22	16
54	Non versement de pension alimentaire	29	25	21	21	17	10
72	Outrages à dépositaires autorité	58	60	72	70	71	88
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	1	0	1	1	0	0
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	0	0	1	0	0	0
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	0	0	0	0	0	0
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	10	7	6	6	3	0
107	Autres délits	121	168	122	156	151	157

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP



Crimes et délits constatés
 par la **Police et la Gendarmerie nationales**
 dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
 entre 2008 et 2013

Tableau AU.22.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'infractions hors indicateurs enregistrés par la police nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013
50	Atteintes sexuelles	-	+ 17,2	ns	ns	ns	ns
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	-	+ 47,4	- 35,7	- 5,6	+ 17,6	- 2,5
14	Violations de domicile	-	+ 53,3	ns	+ 22,2	+ 4,5	ns
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	-	- 7,0	+ 45,0	- 29,3	- 46,3	ns
54	Non versement de pension alimentaire	-	- 13,8	- 16,0	- 0,0	ns	ns
72	Outrages à dépositaires autorité	-	+ 3,4	+ 20,0	- 2,8	+ 1,4	+ 23,9
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	-	ns	ns	ns	ns	ns
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	-	ns	ns	ns	ns	ns
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	-	ns	ns	ns	ns	ns
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	-	ns	ns	ns	ns	ns
107	Autres délits	-	+ 38,8	- 27,4	+ 27,9	- 3,2	+ 4,0

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau AU.22.GN.a. Les faits constatés d'infractions hors indicateurs enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
50	Atteintes sexuelles	70	76	78	94	53	51
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	214	199	174	160	111	166
14	Violations de domicile	57	66	74	73	66	84
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	161	172	221	210	219	225
54	Non versement de pension alimentaire	79	91	106	95	114	103
72	Outrages à dépositaires autorité	124	104	113	72	87	101
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	6	4	2	1	0	4
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	2	2	1	1	1	2
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	6	2	2	2	0	9
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	24	13	17	14	14	13
107	Autres délits	405	347	393	409	569	521

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **CÔTES-D'ARMOR**
entre 2008 et 2013

Tableau AU.22.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'infractions hors indicateurs enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département CÔTES-D'ARMOR entre 2008 et 2013.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2008	2009	2010	2011	2012*	2013*
50	Atteintes sexuelles	-	+ 8,6	+ 2,6	+ 20,5	- 43,6	- 3,8
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	-	- 7,0	- 12,6	- 8,0	- 30,6	+ 49,5
14	Violations de domicile	-	+ 15,8	+ 12,1	- 1,4	- 9,6	+ 27,3
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	-	+ 6,8	+ 28,5	- 5,0	+ 4,3	+ 2,7
54	Non versement de pension alimentaire	-	+ 15,2	+ 16,5	- 10,4	+ 20,0	- 9,6
72	Outrages à dépositaires autorité	-	- 16,1	+ 8,7	- 36,3	+ 20,8	+ 16,1
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	-	ns	ns	ns	ns	ns
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	-	ns	ns	ns	ns	ns
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	-	ns	ns	ns	ns	ns
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	-	ns	ns	ns	ns	ns
107	Autres délits	-	- 14,3	+ 13,3	+ 4,1	+ 39,1	- 8,4

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.